



DECLARATION FSU CTSD 62 – 21 mars 2022

Nous tenons d'abord à remercier les services de l'inspection académique pour les documents fournis, dans des formats éditables, et pour la qualité des échanges en groupe de travail et la prise en compte effective de nos interventions dans l'intérêt des collègues que nous représentons.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les représentants du Comité Technique,

Difficile de ne pas commencer cette déclaration sans dire qu'aux frontières de l'Europe, en Ukraine, des femmes, des enfants et des hommes meurent dans des combats armés, sous les bombes et fuient leur pays en prenant la route de l'exil. La FSU a interpellé le ministère sur les modalités d'accueil et de scolarisation des jeunes réfugiés, en rappelant que l'Education Nationale s'honorerait d'être à la hauteur des valeurs humanistes qu'elle doit porter, sans faire de tri selon l'origine des réfugiés, alors même que des discours politiques et médiatiques empruntent cette tonalité dangereuse et discriminante. La FSU exige qu'un effort rapide soit fait pour l'accueil et la scolarisation de tous les jeunes réfugiés. Cela passe notamment par le renforcement des UPE2A, des structures déjà sous tension, faute de moyens. L'Éducation Nationale se doit d'être à la hauteur des enjeux d'accueil et de scolarisation de tous les élèves.

Difficile aussi, à l'aube de la rentrée 2022, de ne pas tirer le bilan d'un quinquennat, en termes d'enjeux éducatifs, de conditions de travail et d'accueil des élèves et des personnels. Le bilan de Jean-Michel Blanquer, c'est d'abord 7900 suppressions d'emplois d'enseignants dans le secondaire alors que les effectifs étaient en hausse et qu'une pandémie fragilise depuis plus de deux ans maintenant les conditions de travail et d'apprentissage des élèves.

Dans les collèges du Pas-de-Calais, ce ne sont pas moins de 1909HP, soit l'équivalent de 106 postes en moins par rapport au début du quinquennat, pour des effectifs qui ont augmenté de 631 élèves (hors segpa). Pour la rentrée prochaine, c'est encore une vingtaine de postes de moins. Cela a une conséquence directe pour 14 collègues de collèges du Pas-de-Calais qui sont victimes d'une mesure de carte scolaire. Parmi eux, 3 collègues d'un même établissement et dans le département et rien qu'en collège, 3 collègues de mathématiques, discipline très impactée ces dernières années et 1 collègue pour la deuxième année consécutive...

Dans le même temps, le nombre de compléments de service, bien que stable, est un indicateur de la dégradation des conditions de travail des collègues.

Jean-Michel Blanquer, c'est aussi le ministre qui va maintenant affecter les stagiaires à temps plein devant les élèves. Cela représente des conditions d'entrée dans le métier considérablement dégradées et un retour en arrière catastrophique pour l'ensemble de la communauté éducative. Cette décision, comme souvent unilatérale, va également considérablement réduire les possibilités de mutations déjà très impactées par les nombreuses suppressions de postes des années précédentes. Pour les collèges, ce ne sont pas moins de 56 supports temps pleins qui sont neutralisés, et ne seront pas mis au mouvement intra-académique, déjà quasiment impossible dans certaines disciplines.

Nous dénonçons également l'affectation de stagiaires en REP+, appelée du doux euphémisme d'« expérimentation », sous couvert de l'accord enthousiaste des chefs d'établissement, qui ne fera que rendre plus difficile une entrée dans le métier depuis grandement précarisée pour des collègues qui, rappelons le, ne sont pas encore expérimentés.

La FSU ne trouve rien de positif dans le bilan du ministre Blanquer, obstiné et n'écoulant que lui-même, il n'aura su mettre en place qu'une « École de la défiance », celles des agents envers leur administration. Les inégalités se sont accentuées et nous n'avons eu de cesse de le dénoncer au sein de toutes les instances.

Le SNES-FSU dénonce également les propos insultants du candidat Macron pour les enseignants lors de la présentation de son programme, qui a jugé « *difficile de dire qu'on va mieux payer tout le monde, y compris ceux qui ne sont pas prêts à s'engager et à faire plus d'efforts* ».

Nous rappelons que les collègues, seuls et sans moyens, en dépit des errements et des propos contradictoires de leur Ministre, n'ont cessé d'inventer durant la pandémie et les différents confinements des solutions pour faire vivre le service public d'éducation nationale. En définitive, le seul effort du président Macron pendant 5 ans aura été de tout faire pour démanteler le service public d'Éducation et ne pas revaloriser les personnels. Les personnels exigent des réponses à la hauteur des enjeux plutôt que de se complaire dans des propos insultants qui s'inscrivent dans de basses stratégies de racolage électoral.

De la même manière, nous ne sommes pas dupes du caractère électoraliste de l'annonce du dégel du point d'indice, et remarquons qu'elle est intervenue à 2 jours de la mobilisation interprofessionnelle du 17 mars (FSU, CGT, Solidaires, FA, Unsa, CFTC, CGC), légitimant des revendications portées de longue date. Nous demandons sans attendre l'été, l'ouverture de véritables négociations.

Quel que soit le prochain président et le prochain gouvernement, la FSU sera aux côtés des personnels pour défendre leurs droits et leurs métiers. Elle saura porter et défendre un projet pour la réussite de tous les élèves, avec une culture commune ambitieuse et émancipatrice afin de réduire les inégalités scolaires.